

Recherches sociographiques



Dorval BRUNELLE, *La désillusion tranquille*

Gary Caldwell

Volume 19, numéro 3, 1978

Structures urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055813ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055813ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Caldwell, G. (1978). Compte rendu de [Dorval BRUNELLE, *La désillusion tranquille*]. *Recherches sociographiques*, 19(3), 412–416.
<https://doi.org/10.7202/055813ar>

L'idée maîtresse de ce livre, telle que l'auteur la dégage, a pour ainsi dire la même acuité que celle des raisons qui veulent impérieusement que le Québec devienne indépendant. Il va directement au cœur de la problématique nationale. Quand l'indépendance arrivera, ce livre-là, d'une certaine manière, aura eu une profondeur comparable à celle de l'événement.

Quand je l'ai lu pour la première fois, il y a sept ans, j'ai été frappé par le caractère concentré de la réflexion qu'il véhicule ainsi que par une espèce de force dramatique du texte, bien inattendue celle-ci vu qu'il s'agit d'une prose analytique qui est le moyen d'écriture employé par l'auteur. Ce n'est pas seulement un essai, me suis-je dit, c'est une tragédie. Même sa forme me confirmait dans ce sentiment, à cause d'un rythme que les phrases successives, dures et comme fatales, marquent à chaque page, se répondant avec insistance les unes les autres, sans presque aucun recours aux artifices littéraires.

L'ouvrage porte sur les effets délétères de la Conquête et surtout de la Confédération : il montre, non par des faits historiques, mais par une analyse psychologique impitoyable, l'altération de notre identité et les principales conséquences du fait que « depuis deux siècles, nous ne sommes plus seuls dans notre pays [...] non plus qu'en nous-mêmes ». Bouthillette parle par exemple de la dissociation qui s'est produite entre la citoyenneté canadienne et l'identité nationale et culturelle des Canadiens français : « [...] nous nous séparons en deux parts qui ne se reconnaissent plus, qui se dressent même l'une contre l'autre ». Ou encore : « L'abstraction juridique nous a précipités dans une séparation au sein de laquelle ce n'est plus à l'Anglais que nous nous opposons quand nous nous définissons comme Canadiens français mais à nous-mêmes [...] ». Tout le livre est fait de notations subtiles, chargées de sens et de paradoxe. « S'assimiler, au Québec, ce n'est pas perdre sa langue, c'est se perdre de vue [...] ». « Las de nous chercher, nous avons pris le raccourci de nous fuir ». On pourrait beaucoup citer, presque tout en vérité.

On le pourrait, mais, pour cet ouvrage, je me rends compte que des citations isolées ne donnent pas une suffisante idée du sens qu'elles portent. L'ensemble de ce livre vaut par et en chacune des phrases qu'il contient et, inversement, celles-ci ne reçoivent vraiment leur totalité de sens que de l'ensemble. Ce qui est vrai pour le sens l'est également pour le rythme du texte, pour l'énergie qui le tend sous son apparence froide rigueur, et pour la révélation du sens tragique que l'œuvre contient. Jean Bouthillette est un remarquable écrivain qui s'ignore et qui, de fait, n'a presque rien écrit depuis cet unique livre, dont il a fallu, du reste, lui souligner la valeur...

Voilà de plus une œuvre dans la plus française des traditions, par la frappe de l'idée, par l'économie des moyens : tout le contraire d'un bouquin américain, tout le contraire de la prolixité... L'essentiel est dit en quelques dizaines de feuillets et le résultat, me semble-t-il, a quelque chose de définitif. J'avais noté, en 1972 : voilà un petit livre qui est déjà un classique. En le relisant, je viens de constater que l'ouvrage est resté intact : rien de cette construction n'a bougé. Important. Court, mais, je crois, capital.

Pierre VADEBONCŒUR

Dorval BRUNELLE, *La désillusion tranquille*, Montréal, HMH, 1978, 225p. (« Cahiers du Québec : sociologie ».)

Enfin un auteur qui pose « précisément [...] la question de la véritable nature sociale concrète ou objective » (p. 36) de la fameuse révolution tranquille. Il va — dans sa détermination d'élucider la nature de la révolution tranquille — jusqu'à postuler que « c'est à cette seule condition [de poser la question de la véritable nature] que nous serons en mesure de comprendre [...] en quoi, finalement, tout antagonisme de classe passe nécessairement par des désillusions tranquilles » (p. 36), à moins qu'il n'y ait révolution. Ainsi, dès le départ, l'auteur nous dévoile ce qui, d'après lui est évidence et n'aurait pu se dérouler autrement : une franchise peu commune !

En conséquence, raisonne-t-il, c'est « une analyse descriptive que nous nous proposons de mener » (p. 36), et cela « en prenant résolument pied dans la société québécoise » (p. 4) dans un effort pour tenir compte de la spécificité historique du Québec, même « si les événements qui se sont déroulés sont à la fois uniques et universels ».

Pourtant, pour comprendre la révolution tranquille, il ne suffit pas — même si l'on a les pieds bien plantés dans la réalité québécoise — de vouloir en révéler la véritable nature puisque, « faute de saisir les fondements concrets mais trop fréquemment cachés de [la] lutte autour de l'exploitation [...] il n'y a rien à comprendre à l'évolution des sociétés, non plus qu'à leur histoire » (p. 94). Alors Brunelle se voit obligé « de clarifier [ces] quelques éléments avant d'entreprendre l'analyse pour expliquer le sens d'une étude comme celle-ci » (p. 19). Ainsi un exposé théorique s'impose, ce que l'auteur présente dans l'introduction pour le reprendre tout au long d'un texte qui compte, entre autres éléments, des données empiriques. Nous essaierons, dans un bref survol, de caractériser ce discours théorique pour ensuite signaler quelles données descriptives sont utilisées. En dernier lieu, nous tenterons une évaluation globale du livre qui se veut une analyse descriptive.

Les éléments qui forment le discours théorique de l'auteur sont à la fois variés, disparates et provocateurs. Sans prétendre en présenter un tout cohérent ou les exposer tous, nous soulignerons ceux qui sont les plus importants pour sa thèse, ou les plus suggestifs. En tout premier lieu, il y a les rapports de travail: « si les rapports sociaux trouvent une explication, cette explication est inscrite dans les rapports de production, c'est-à-dire, essentiellement dans les rapports de travail » (p. 8). Dans un système capitaliste, ces rapports donnent lieu à l'exploitation et à la lutte des classes: « l'enjeu premier et dernier des luttes sociales se noue autour de et dans les rapports de travail » (p. 28). De plus, cette lutte se fait nécessairement à deux classes (plutôt qu'entre des fractions de classes): « nous sommes tous nécessairement, soit du côté des exploités, soit du côté des exploités » (p. 79).

Le système dit capitaliste arrive à un tel résultat en « évacuant » les rapports de travail de leur « social ». Le social est le qualitatif qui émerge des rapports de travail mais qui, aussitôt que le « privé » fait son apparition, se transforme en quantitatif: « la contradiction entre ce qui est privé et ce qui est social correspond à une contradiction entre ce qui est quantitatif et ce qui est qualitatif » (p. 26). Donc, en système capitaliste, on assiste au « transfert vénal du travail vivant au travail mort » (p. 95).

Il en serait autrement à la seule condition que les rapports de travail soient soumis à la valeur sociale suprême qui est la démocratie — c'est-à-dire le contrôle de la finalité de la production par ceux qui font la production ou leurs « fondés de pouvoir » (délégués): de tels fondés de pouvoir ne représentent leurs « mandants » que pour autant qu'ils sont « et demeurent en tout temps redevables devant ceux de qui ils tiennent leur pouvoir d'agir ensuite » (p. 34).

Entre-temps, dans le système du « privé » — le système capitaliste où domine « l'accumulation du capital et la centralisation du pouvoir économique » —, on assiste à l'évacuation des rapports de travail de leur social, et ce faisant, le système donne lieu à la création de nouveaux besoins.

Entre en scène l'État: L'État existe pour récupérer, en tant qu'instrument de « l'impératif économique dominant » ces nouveaux besoins, pour ainsi faciliter sa démarche. C'est « par un jeu politique et une extension bureaucratique » que l'État fait « cette fuite en avant ». De ce fait, il devient évident qu'à moins de changer les rapports de travail, toute initiative de l'État ne sera qu'une action de récupération qui servira à raffiner, prolonger et intensifier l'exploitation et l'asservissement de la classe dominée. De là viennent, pour ceux qui persistent à chercher l'essentiel de la révolution tranquille dans les initiatives de l'État et les transformations qu'a subies l'État québécois (comme semble le faire l'auteur), des désillusions qui, « tant et aussi longtemps que les conditions objectives ne permettent pas l'éclosion d'un bouleversement des rapports sociaux », resteront « tranquilles » (p. 36).

Passons maintenant, tout en sachant qu'on est loin d'avoir rendu justice au cadre théorique, à la documentation sur laquelle se fonde cette « analyse descriptive ». C'est dans cette documentation que nous trouvons le reflet concret des évidences que l'auteur a néanmoins pris la peine de clarifier pour nous. D'abord, mentionnons l'illusion entretenue par le jeu politique qu'est le litige constitutionnel au Canada. Ensuite il y a la destruction des rapports de travail dont jouissaient de petits producteurs autonomes, comme par exemple l'agriculteur québécois dont le cas est longuement documenté. Suit une démonstration chiffrée de l'expansion du salariat et de l'accroissement du chômage qui « prive 200 000 (en 1971) individus de la plus élémentaire insertion sociale qui est en même temps la seule condition de réalisation individuelle » (p. 47). (Ainsi, même en système capitaliste — malgré les rapports de travail qu'on lui connaît —, on pourrait faire l'expérience de l'insertion sociale et de la réalisation individuelle!)

Une section du livre fort impressionnante fait ensuite la démonstration, à l'aide des données de Statistique Canada, de l'accroissement de la dispersion des revenus entre 1951 et 1971. Passant sous silence le relèvement général du niveau de vie qu'a connu la société québécoise, l'auteur insiste, comme peu l'ont fait, sur l'accroissement des inégalités à l'intérieur du système. L'existence de ce phénomène réel avait toutefois été dévoilée par Statistique Canada dans sa série sur la répartition des revenus (*Revenu des familles et des particuliers non-agricoles au Canada, certaines années*, 1951-1965, cat. 13-529; et la série annuelle *Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu*, cat. 13-207). Dans ces publications on trouve, pour la période de 1951 à 1976, une ventilation des revenus (y compris les paiements de transfert, ce que l'auteur ne considère pas) par quintiles qui met en évidence que la distribution des revenus n'a pratiquement pas changé en un quart de siècle de paix, d'expansion et de réformes sociales. Cette démonstration — que d'autres tableaux dans ces publications nous permettent de reconstituer pour le Québec pris isolément — nous vient par l'entremise même de l'État et est beaucoup plus complète et rigoureuse que celle de notre auteur. Pourtant, il nous rend service en insistant sur un phénomène que presque tous perdent de vue à cause de l'illusion créée par la progression globale réelle du standard de vie à l'intérieur du système (signalons comme exception L. Johnson, cité par l'auteur). Pour utiliser les mots de Brunelle: « L'enrichissement des Québécois apparaît alors comme une notion passablement évasive puisque c'est bien plutôt à un accroissement de la dispersion entre les pauvres et les mieux nantis que nous avons affaire » (p. 82). C'est sur cette note que se termine le premier chapitre où l'auteur a esquissé « le contexte socio-économique 1951-1971 ».

Immédiatement après, dans « Bourgeoisie et capital », l'auteur s'emploie — par une judicieuse sélection de documents — à mettre en relief le projet bourgeois de la société québécoise de l'après-guerre. Ce chapitre est suivi d'une révélation du « jeu politique » qui s'est manifesté à travers les principales législations. Une revue de certaines mesures législatives de caractère économique et social illustre abondamment cette « fuite en avant » de l'État, propulsé par le moteur de l'accumulation du capital et de la centralisation du pouvoir avec lesquelles a su composer la bourgeoisie québécoise.

Enfin, dans le quatrième et dernier chapitre, on en arrive à la contestation provoquée par les contradictions mises en évidence auparavant: contradictions parce que la fuite en avant de l'État ne change en rien les rapports de travail... au contraire, elle les reproduit dans ses bureaucraties, genre Université du Québec. Après avoir considéré les différents canaux que peuvent emprunter ces inévitables revendications sociales et le rôle de la pensée critique durant cette période, l'auteur étudie deux cas de grève, la forme de la contestation par excellence d'après lui.

Choisis pour leur valeur symbolique, ces deux conflits se sont déroulés en 1964, l'un dans le secteur public: la grève dans les hôpitaux; et l'autre dans le secteur privé: le lock-out à *La Presse*. Ce chapitre est une heureuse initiative: contrairement aux autres facettes de la réalité sociale québécoise examinées dans ce livre, la contestation, dont l'importance est si considérable (pour l'auteur en particulier), n'a été encore que peu documentée et analysée. Que savons-nous des

deux Fronts communs, pourtant si proches de nous dans le temps? L'auteur nous offre des analyses descriptives des deux cas en question, longues respectivement de trois pages et demie et de deux pages et demie!

Quel jugement d'ensemble porter sur ce livre qui se présente comme une « analyse descriptive »? Comme analyse descriptive, d'après le sens généralement admis des mots « analyse » et « descriptive », le livre est d'une valeur très limitée puisqu'on n'y apprend rien de nouveau sur le Québec de 1951 à 1971 — à part peut-être, je le concède, le maintien de la dispersion des revenus (malgré la remarque faite plus haut), phénomène peu reconnu, même des spécialistes. Pire encore : le domaine privilégié par le cadre théorique de l'auteur, la contestation du système, celui donc où l'on s'attendrait à une contribution originale, est celui qui reçoit le traitement le plus faible. Le livre ne renferme pas non plus de visées descriptives nouvelles ni sur l'accumulation du capital par l'État pour la bourgeoisie, ni sur la bureaucratisation ou sur la centralisation du pouvoir. Pourtant, les instances ne manquent pas pour l'analyste qui veut résolument « prendre pied » dans la réalité québécoise, qu'il s'agisse du financement des Auberges des gouverneurs par la Caisse de dépôt; de la destruction des petites caisses populaires communautaires par la fusion, l'impératif de la croissance et l'imposition de la technologie; de la destruction des écoles communautaires par la centralisation à partir de 1968, et ainsi de suite. Il suffit d'avoir assez d'imagination pour sortir des sentiers d'observation privilégiés par la superstructure dominante (statistiques économiques, déclarations d'hommes publics, etc.): ce que l'auteur, qui manie si bien la pensée « critique », n'est que très peu disposé à faire.

De plus, l'analyse descriptive perd beaucoup, du fait qu'elle soit écrite largement en marge de celles qui existaient déjà, même si l'auteur fait à l'occasion allusion à quelques-unes d'entre elles dans ses renvois nombreux. Finalement, on ne nous explique jamais pourquoi un livre publié en 1978 arrête son analyse descriptive avec l'année 1971 (il est rarement question de données de recensement dans cette étude). Peut-être faut-il prendre pour acquis que la révolution tranquille s'est évanouie en 1971.

Peut-être ce livre vaut-il surtout en tant qu'œuvre théorique? Sur ce plan, le discours est démesurément ambitieux et éparpillé. On oscille entre une critique d'autres écoles « critiques », la présentation d'« évidences » et des éléments d'une pensée utopique. À part les explications qu'exige une certaine continuité dans la présentation de sa documentation, le livre n'offre pas de démarche théorique proprement dite. De plus, l'œuvre revêt un caractère excessivement moniste et réductionniste. Il y a eu des changements qui ne s'expliquent pas en termes de son schème; par exemple, l'apparition d'une tradition intellectuelle « critique » institutionnalisée et financée à même les fonds publics.

Mais, *La désillusion tranquille* n'a pas été écrite pour des spécialistes (p. 90), même s'il est l'œuvre d'un docteur en sociologie. C'est peut-être un pamphlet politique, vocation honorable en soi. Pourtant, si c'est bien le cas, le contenu est sûrement très « médiatisé » par rapport aux relations sociales et de travail que vivent les Québécois. On y chercherait vainement des références à ceux qui se battent pour préserver leur école de quartier, aux parents qui doivent patienter deux, trois heures ou plus dans un hôpital pour faire traiter un enfant, aux administrateurs élus d'une caisse populaire qui assistent impuissants et avec regret à l'appropriation de leur caisse par la technocratie du mouvement, aux travailleurs ayant à faire face à la fermeture de leur usine. Il serait d'ailleurs très surprenant que Le Conseil des arts du Canada et l'État du Québec aient subventionné un pamphlet politique... à moins qu'il ne s'agisse là, de la part de l'État, d'une « fuite en avant » particulièrement inspirée. Quel coup de maître de cantonner les intellectuels « critiques » dans l'UQAM où, faute de contact avec la réalité sociale et immunisés contre l'influence des interprètes qui, sans être des théoriciens, sont enracinés dans cette réalité, comme les Couture et les Grand'Maison de ce monde, ils se mettront à construire une église de clercs un peu à l'image de l'autre qui s'est détachée du peuple jusqu'à ce qu'il n'en reste guère plus qu'un clocher de pierre (avant que l'abandon par le peuple ne stimule un début de renouveau). À la

limite, pour assurer leur désincarnation totale, envoyons-les à « Rome » pour une année. Effectivement, nous sommes peut-être en face d'une très belle instance de récupération par l'État qui, une fois de plus, réussit sa fuite en avant.

Le docteur Brunelle a peut-être, en fin de compte, raison... tout est dans les rapports de travail ! Ce dont la sociologie québécoise a entre autres choses besoin, en ce moment, bien plus que de livres comme *La désillusion tranquille* — qui n'est pas le seul dans son genre — c'est d'une analyse descriptive des rapports de travail dans nos grands départements de sociologie, entreprise dont la nécessité a été invoquée et démontrée par Marcel Fournier et Nicole Gagnon en 1974 (R.S., XV, 2-3 : *La sociologie au Québec*), mais qui ne semble pas avoir été poursuivie ou reprise par d'autres depuis.

Gary CALDWELL

*Département de sociologie,
Université Bishop's.*

G. DIVAY et J.-P. COLLIN, *La communauté urbaine de Montréal : de la ville centrale à l'île centrale*, Montréal, INRS-Urbanisation, 1977, 250p. (« Rapports de recherche », 4.)

Par cet ouvrage, l'INRS-Urbanisation continue à apporter une contribution toute particulière à la connaissance critique de Montréal et de sa région. Il était pour ainsi dire normal « d'aboutir » à la communauté urbaine de Montréal (C.U.M.) comme objet d'étude, après avoir passé en revue les migrations, le développement socio-spatial, les loisirs, le marché foncier, la planification régionale, etc. Ce centre de recherche de Montréal, malgré son jeune âge, a déjà une tradition en ce qui concerne son environnement socio-spatial immédiat. Ses publications, qui sont en fait des rapports de recherche, en plus d'être de très bonne qualité, ont l'avantage de paraître en temps opportun, c'est-à-dire au moment où la curiosité qui a suscité l'étude n'est pas encore disparue. Encore doit-on avouer que le risque était peu considérable quand on a abordé la C.U.M...

En effet, l'organisme supra-municipal de la région de Montréal a fait couler beaucoup d'encre avant et après sa création. Mais tous ces rapports, mémoires et comptes rendus de colloques n'ont entraîné jusqu'à maintenant aucune modification majeure aux structures créées en janvier 1970. À l'instar de ses deux sœurs, la Communauté régionale de l'Outaouais et la Communauté urbaine de Québec, la C.U.M. n'a fait l'objet que d'ajustements mineurs de la part de son créateur, l'Assemblée nationale du Québec. Dans ce contexte, l'étude de G. Divay et J.-P. Collin nous aide à comprendre la situation et les enjeux qui ont marqué les huit premières années d'existence de la C.U.M.

L'ouvrage est divisé en cinq parties, sans compter la conclusion et une brève bibliographie. Dans le premier chapitre, les auteurs présentent les caractéristiques socio-économiques des populations et de leur municipalité respective, en utilisant des statistiques de 1971 et en présentant l'évolution de certaines données sur une période d'une cinquantaine d'années. L'examen de la « richesse municipale » sert d'appui à une classification des municipalités en quatre groupes, des plus nanties aux plus démunies. Cette présentation du milieu amène les auteurs à conclure de ce premier chapitre que « les municipalités sont très différentes les unes des autres, tant par le stade de leur développement et par leur richesse municipale que par leur composition socio-économique. Ces multiples disparités, qui se renforcent souvent mutuellement, font que les vingt-neuf conseils municipaux de la Communauté représentent des intérêts fort différents, voire divergents, et mettent de l'avant des politiques parfois difficiles à harmoniser. » (Pp. 30-31.)